

La faim dans le monde

Selon un rapport de la Banque mondiale, la malnutrition explose. Mais, pour Jean Ziegler, expert de l'alimentation, les solutions qu'elle avance sont catastrophiques.

« Misons sur l'agriculture familiale, pas sur les prédateurs ! »

A quoi tient la pénurie alimentaire ?

J.Z. Le rapport de la Banque mondiale énonce deux vérités. Premièrement, la productivité agricole des pays du Sud, notamment des pays africains, est bien trop faible. A titre de comparaison, au Sahel, un hectare produit de 600 à 700 kilos de céréales contre ... 10 tonnes en Bretagne. Deuxième constat, qui explique cette faible productivité : les paysans du Sud manquent d'engrais et de matériel pour exploiter au mieux leurs terres. Il faut bien comprendre que tout reste à faire. Imaginez que 90% des agriculteurs du Sud ne disposent, comme outil de travail, que de la houe, la faux ou la machette !

La Banque mondiale a donc raison...

J.Z. Pas du tout ! La perversion de son raisonnement se trouve dans ce qu'elle préconise. Car elle ne dit pas qu'il faut permettre aux agriculteurs pauvres du Sud d'acheter des animaux de traction, des engrais et des semences sélectionnées. Elle dit : donnons des terres arables à ceux qui ont les moyens de les mettre en valeur. C'est-à-dire des investisseurs étrangers. On parle ici de multinationales surpuissantes comme les françaises Bolloré ou Vilgrain, mais aussi des *hedge funds* (fonds hyper spéculatifs) ou des grands fonds souverains. La Banque mondiale espère faire taire les critiques en affirmant que ce sont des groupes qui ont les capacités de salarier les locaux.

Ce qui est vrai ?

J.Z. Ce qui est complètement faux ! Les paysans locaux sont expulsés de leurs terres et l'on installe à leur place des travailleurs venus d'ailleurs, notamment du Sri Lanka. C'est littéralement l'époque des colonies, où les coolies indiens arrivaient par pleins bateaux pour construire les chemins de fer en Afrique.

Donc, c'est une mauvaise idée de favoriser l'implantation de grands groupes agro-industriels ?

J.Z. Oui, cela s'appelle organiser la dépossession des terres du Sud par des oligarchies financières. L'année dernière, la Banque mondiale a ainsi permis l'accaparement de 41 millions d'hectares à vil prix. Une pratique qui, de

surcroît, fait exploser la corruption. Que se passe-t-il une fois que les terres sont entre les mains de ces prédateurs ? Croyez-vous qu'elles nourrissent les locaux ? Pas du tout. Les multinationales choisissent de cultiver les denrées qui rapportent le plus. Et l'on voit, par exemple en Ethiopie ou au Cameroun, le mil et le riz s'effacer au profit de palmiers à huile ou de canne à sucre destinés aux agro-carburants. Autrement dit, on affame les ventres pour remplir les réservoirs ! En Ethiopie toujours, un richissime fonds d'Arabie saoudite plante des pommes de terre et des légumes. Le tout est intégralement exporté sur la péninsule arabique. J'aimerais bien entendre le président Hollande sur ces questions !

Comment faire reculer la faim ?

J.Z. J'ai beaucoup voyagé et visité énormément de pays. Partout, le constat le plus évident est le même : il faut miser sur les fermes familiales, celles qui font au maximum deux ou trois hectares. Ce sont elles qui, contre toute attente, sont le plus efficaces. Car les paysans, pour peu qu'ils soient aidés comme ils le sont chez nous, possèdent un savoir faire extrêmement adapté aux productions locales, aux sols, aux saisons. Ils ont acquis, au fil des siècles, une connaissance des semences, du rythme des jachères... Leur expertise est la meilleure pour les sols, la meilleure pour préserver la biodiversité locale et elle donne du travail à toute une famille. Une famille paysanne est infiniment plus motivée, donc infiniment plus productive que des petits salariés exploités sur de gigantesques plantations.

Vous pointiez également le rôle nocif des spéculateurs agricoles ...

J.Z. Oui, il faut le dire et le répéter : l'explosion du prix des denrées a pour cause principale l'action nocive de ces spéculateurs ! Depuis la crise économique de 2008, les grands fonds spéculatifs ont déserté les places financières traditionnelles pour en chercher d'autres, notamment les marchés d'échange des matières premières agricoles, à Chicago. Résultat : en l'espace d'un an, le prix du maïs a bondi de 63%, celui du blé a doublé et la tonne de riz a pris 94% ! Cela n'a rien à voir avec une rareté soudaine qui affecterait ces denrées. C'est juste que les spéculateurs sont passés par là ! Allons-nous continuer à les laisser agir ?



Interview d'Arnaud Gonzague « La Vie » 17 mai 2012